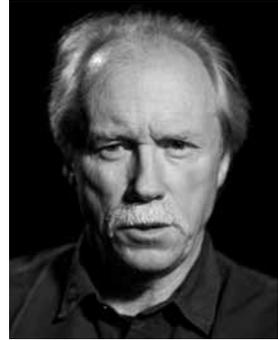


JEREMY CORBYN, PEUT-IL SURVIVRE ?



KEITH DIXON *

Lorsque l'ancien dirigeant du parti travailliste, Ed Miliband, a proposé en 2014 de changer les règles régissant l'élection de la direction du parti¹ pour aller vers une primaire ouverte associant tous les adhérents, les membres affiliés par leur appartenance syndicale et les sympathisants déclarés, personne ne pouvait en imaginer les effets induits. Dans l'esprit de l'équipe de Miliband, il s'agissait d'en finir avec les arrangements du passé entre directions syndicales et députés (les adhérents ne représentaient qu'un tiers du corps électoral), de revivifier la démocratie interne et, en passant, d'isoler un peu plus ceux et celles que les blairistes de l'époque considéraient comme les « archaïques » du parti, c'est-à-dire ce qui restait de l'aile gauche, encore bien représentée dans les

* PROFESSEUR DE CIVILISATION BRITANNIQUE, UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON II

¹ Jusqu'en 2014 le corps électoral pour l'élection du premier dirigeant du parti travailliste était divisé en trois sections : membres de la Chambre des Communes et députés européens ; membres du parti par affiliation syndicale (chaque syndicat affilié étant chargé d'organiser le scrutin) ; adhérents du parti. Sous la direction de Miliband, ce système a été modifié : les trois sections étaient désormais composées des adhérents du parti, des membres affiliés et des sympathisants enregistrés.

directions syndicales. L'arrivée triomphale en septembre 2015 de Jeremy Corbyn, député de la circonscription d'Islington North depuis 1983 (l'année de l'arrivée d'Anthony Blair et de Gordon Brown au Parlement) et pilier de la gauche travailliste, n'était pas prévue au programme.

Pour beaucoup d'observateurs, la gauche travailliste était décédée sous les coups conjugués du thatchérisme, qu'elle a combattu sans succès notable, et du blairisme qui a transformé le parti travailliste, désormais *New Labour*, en escadrille de combat en faveur d'un néolibéralisme de deuxième génération destiné à consolider et à pacifier l'ordre thatchérien. Dans le nouveau champ politique institutionnel britannique, la « vieille » gauche n'avait plus sa place et les combats qu'elle avait menés, souvent avec succès, dans les années soixante-dix², à l'époque où le mouvement ouvrier pesait encore dans la prise de décision politique, étaient cités dans la nouvelle rhétorique néotravailliste comme autant de preuves de la portée mortifère du radicalisme travailliste. Les voix de la gauche ont été rendues largement inaudibles pendant les trois mandats de Blair (1997-2008) et celui de Brown (2008-2010) au moins dans le champ politique traditionnel. L'arrivée d'un autre blairiste autrefois fidèle, Ed Miliband, affublé par la presse du sobriquet improbable d'Ed le Rouge (*Ed the Red*), à la tête du parti après la défaite des travaillistes lors des élections législatives de 2010, semblait parachever le processus d'enterrement des aspirations de la gauche britannique, désormais prisonnière d'un appareil travailliste largement dominé par les professionnels de la politique, ces derniers étant, comme la grosse majorité des élus, coupés sociologiquement et politiquement de la base du parti, ou de ce qui en restait après l'hémorragie consécutive à la désastreuse guerre d'Irak décidée par George W. Bush et Anthony Blair dans leur ignorance commune des délicats équilibres de cette région qu'ils allaient mettre à feu et à sang.

² Rappelons, par exemple, les deux grèves des mineurs en 1972 et 1974 qui ont abouti à des augmentations substantielles de salaire (de l'ordre de 20 %). À la même époque, à partir de juin 1971, les ouvriers des chantiers navals de la Clyde près de Glasgow ont occupé leur lieu de travail pour sauver l'entreprise : après des mois de refus d'intervenir, le gouvernement conservateur a fait demi-tour et a renfloué les *Upper Clyde Shipbuilders*.

De ce point de vue, la carrière de Jeremy Corbyn, abonné à toutes les défaites politiques du courant auquel il adhère au sein du parti travailliste, mais néanmoins réélu depuis plus de trente ans sans discontinuité dans sa circonscription londonienne, est en soi assez remarquable. Il n'est sans doute pas le seul représentant de la gauche de sa génération (Corbyn est né en 1949) à avoir survécu aux années néotravailleuses, sans faiblir et sans se compromettre, mais il fait néanmoins partie d'un club assez restreint. C'est pour cette raison que Corbyn devait être lui-même le premier surpris lorsque les sondages le donnaient vainqueur des primaires travaillistes de 2015 et qu'il en est effectivement sorti premier avec 59,5 % des voix, laissant ses trois concurrents blairistes loin derrière lui³. On se rappellera que deux autres élections internes au parti travailliste avaient lieu en même temps que l'élection du leader : il s'agissait des primaires pour la candidature travailliste à la mairie de Londres et l'élection du leader adjoint du parti. Si les deux candidats victorieux de ces élections (respectivement Sadiq Khan et Tom Watson) étaient assez loin des positions politiques de Corbyn, ils ont été néanmoins élus contre des candidats représentant l'ancienne ligne blairiste. La candidate blairiste pour les élections londoniennes, (Lady) Tessa Jowell, n'avait-elle pas proclamé que, si besoin était, elle serait prête à se jeter sous un bus pour Blair⁴ ? Politiquement parlant, c'est à peu près ce qui lui est arrivé en se présentant contre Khan. Ces trois élections ont marqué le début d'une nouvelle séquence dans l'histoire du travaillisme britannique et révélé une volonté évidente (mais jusque-là peu remarquée) des militants et membres du parti de tourner définitivement la page des dérives blairistes.

135

Une offensive inédite

L'élection de Corbyn a surtout déclenché une offensive d'une rare violence contre le nouveau dirigeant du parti. Cette offensive, qui se poursuit encore aujourd'hui, n'est pas exactement une nouveauté dans le monde médiatico-politique britannique, mais

³ Les trois autres candidats, Andy Burnham, Yvette Cooper et Liz Kendall, ont obtenu respectivement 19,04 %, 17,02 % et 4,46 % des voix.

⁴ Voir « Profile, Tessa Jowell: a loyalist to the bitter end », *The Guardian*, 21 février, 2009.

elle surprend par son ampleur et son intensité toujours renouvelées. Il n'est pas difficile de trouver dans un passé pas trop lointain d'autres cas de déchaînement médiatique contre les dirigeants de la gauche : Tony Benn et Michael Foot, tous deux représentants de l'aile gauche du travaillisme dans les années soixante-dix et quatre-vingt en ont fait les frais en leur temps. Le ton haineux anti-Corbyn qui prédomine dans les tabloïdes, surtout ceux de l'empire de Rupert Murdoch (notamment *The Sun*), était naguère dirigé contre des leaders syndicaux comme Arthur Scargill ou Michael McGahey, respectivement président et vice-président du syndicat des mineurs (*National Union of Mineworkers*). Lors de la grande grève pour préserver les emplois miniers de 1984-1985, Scargill a été accusé de subversion antidémocratique et de liens avec des puissances étrangères hostiles à la Grande-Bretagne, voire avec les réseaux terroristes internationaux⁵.

Mais le cas de Corbyn reste de ce point de vue quand même assez particulier. Il est contesté par la quasi-totalité de la presse écrite nationale⁶, des tabloïdes à la presse dite de qualité, à droite bien sûr mais aussi au centre gauche. Certes, le ton des nombreux articles critiques publiés par le *Guardian* se fait plus modéré que ceux du *Telegraph* ou du *Mail* et est souvent teinté de paternalisme (on revient *ad nauseam*, sur l'inefficacité oratoire de Corbyn ou son manque de « professionnalisme », par exemple), mais Corbyn n'est nulle part à l'abri. Extrêmement rares sont les journalistes qui ont défendu la cause de Corbyn dans la presse : Seumas Milne (désormais détaché du *Guardian* comme directeur de la stratégie et de la communication de l'équipe de Corbyn) en est un, ou Owen Jones, une des rares plumes de gauche de la presse britannique, mais même ce dernier semble vouloir prendre ses distances ces derniers temps avec Corbyn⁷. La deuxième spécificité de la campagne anti-Corbyn est qu'elle est largement relayée sinon initiée par l'appareil permanent du parti travailliste

136

⁵ Voir Seumas Milne, *The Secret War against the Miners*, Verso, Londres et New York, 1994.

⁶ Voir Thierry Labica, « Détruire l'ennemi (I) : les conservateurs et les forces médiatiques » et « Détruire l'ennemi (II) : travaillisme officiel, putsch raté et fièvre politicienne » dans *Contretemps Web*, le 20/12/2016 et le 31/01/2017.

⁷ C'est la tonalité générale de l'interview que Jones a donnée au *Evening Standard* le 3 février 2017.

ainsi que par ses élus, surtout à la Chambre des Communes. Le travail de déstabilisation de l'équipe de Corbyn a été déclenché dès son élection en 2015 et a émaillé sa première année d'exercice des fonctions dirigeantes. À des rumeurs de putsch interne se sont succédé des refus nombreux de servir dans le cabinet fantôme et des démissions en cascade de ceux et celles qui s'y sont prêtés. Il ne se passe quasiment pas un jour sans qu'un élu du parti travailliste ne reproche publiquement quelque chose à Corbyn. Pour son soutien aux droits nationaux du peuple palestinien il est traité d'antisémite ; pour ses choix (fortement restreints) de membres de son cabinet, il est soupçonné de mysogynie... Ce travail de sape interne a été fortement relayé à l'extérieur par des attaques nombreuses de la part de l'ancienne garde rapprochée de Blair : Peter Mandelson et Alastair Campbell sont montés sur la ligne de front et c'est ce dernier qui a inventé le slogan de l'élection interne, « ABC » (*Anybody but Corbyn*). Des anciens leaders du parti – Neil Kinnock et Anthony Blair – sont intervenus de manière véhémement contre Corbyn, Kinnock l'accusant de mener le parti à une défaite électorale inévitable (lui qui n'a jamais remporté de victoire contre les conservateurs de Margaret Thatcher lorsqu'il dirigeait le parti de 1983 à 1992)⁸ et Blair prétendant que les membres du parti travailliste qui avaient voté pour Corbyn « avec leur cœur » avaient besoin d'une transplantation cardiaque⁹.

D'aucuns pourraient avancer que tout cela est de bonne guerre : après tout Corbyn a voté des centaines de fois contre la ligne de son parti au Parlement, surtout pendant la période blairiste. Il serait de ce point de vue mal placé pour critiquer ses adversaires qui aujourd'hui retournent contre lui le manque de solidarité avec l'équipe travailliste dirigeante. Mais il s'agit ici d'une campagne qui vise non seulement, ni peut-être principalement, les idées ou les actions du dirigeant du Labour mais sa personnalité même. Jeremy Corbyn est devenu l'homme politique à abattre. Et la nouveauté se trouve dans la conjugaison d'un appareil soudé contre lui et d'une presse avide de se faire le relais de tout ce qui peut affaiblir cet *outsider* de la vie politique britannique telle

⁸ « Lord Kinnock warns against Jeremy Corbyn re-election », *BBC News*, 18 septembre 2016.

⁹ « Tony Blair : "If your heart is with Corbyn, get a transplant" », *The Telegraph*, 22 mars 2016.

qu'elle est conçue par la caste dirigeante. C'est cette conjugaison qui donne une puissance inédite à la campagne contre Corbyn.

Un autre fait intéressant de ce point de vue est le caractère transnational de la campagne contre Corbyn. Ainsi, en France par exemple, l'argumentaire anti-Corbyn a été assez fidèlement relayé dans et par les médias. On se rappellera l'article précoce d'Alain Bergounioux¹⁰, directeur de la *Revue Socialiste*, publié dans *Le Monde* juste après l'élection de Corbyn, qui reprenait les reproches dirigés contre Corbyn par ses adversaires blairistes. Comme le résume le titre de cet article : « Le risque est grand pour le Labour de n'être plus un parti de gouvernement ». Mettre la barre trop à gauche priverait définitivement le parti travailliste de victoire aux législatives et le condamnerait à l'opposition éternelle. C'est une position reprise par beaucoup d'autres depuis (dont Daniel Cohn-Bendit au *Grand Journal de Canal +* dans le sillage immédiat de l'intervention de Bergounioux¹¹) et déjà partie intégrante de la doxa médiatique. La récente élection de Benoît Hamon aux primaires socialistes a donné lieu à une avalanche d'analyses, plus ou moins hâtives, des deux côtés de la Manche, sur la proximité supposée entre les positions des deux dirigeants de gauche (Hamon cite lui-même Corbyn comme un de ceux qui l'ont inspiré), avec toujours le même argumentaire sur le caractère « non électible » de tout positionnement à gauche. Cette élection (de Hamon) a même donné lieu à la création d'un nouveau terme dans le vocabulaire politique français, la « corbynisation » qui serait synonyme de dérive extrémiste (démagogique, populiste...) au sein des vieux partis socialistes.

Dans la période la plus récente, on trouve sous la plume d'un journaliste de *Marianne* un nouvel air dans la symphonie française anti-Corbyn. Dans un article – véritable pièce d'anthologie – intitulé subtilement « La radicalisation. Une vieille tentative de la gauche britannique »¹², Éric Dior appelle George Orwell à la rescousse pour vilipender, sous un angle original, le nouveau dirigeant travailliste. Dans une analyse entièrement à charge contre « la radicalisation » travailliste, Dior rappelle la détestation orwellienne pour cette partie de la gauche britannique qui, selon

¹⁰ Alain Bergounioux dans *Le Monde* du 15 septembre 2015.

¹¹ Intervention de Cohn-Bendit au *Grand Journal* le 29 septembre 2015.

¹² *Marianne* n° 1025, 18 au 24 novembre 2016.

lui, ignore tout de la culture populaire (rappelons, quand-même, qu'Orwell a fait ses études secondaires à l'école privée prestigieuse d'Eton, un véritable bastion du privilège social, où son seul contact avec les milieux populaires se faisait sans doute par les dames qui servaient à la cantine scolaire). Comme signes distinctifs de cette gauche bo-bo avant la lettre, Orwell citait le port de la barbe et des sandales et le refus de manger de la viande. Comme par hasard, c'est le portrait craché de Corbyn – cloué au pilori par Dior pour ses choix vestimentaires et nutritionnels, aussi bien que pour ses choix politiques mortifères (Dior parle de « pulsion de mort » de la gauche britannique), et tout cela sous l'autorité bien sûr incontestable de l'icône Orwell (dont les intolérances outrancières ont souvent été passées sous silence par ses admirateurs français).

Les atouts de Corbyn

On peut, malgré tout, douter de l'efficacité politique de ces attaques tous azimuts contre Corbyn, attaques qui peuvent être appréhendées comme autant de réactions de défense, frisant parfois le ridicule, d'une caste politique et médiatique dominante outrée par l'arrivée inopportune d'un intrus, qui n'a que faire de l'habitus du milieu. Dans les conditions particulières de l'évolution des champs politiques nationaux depuis la crise bancaire de 2008, la position d'intrus n'est peut-être pas le handicap que l'on pourrait croire à première vue. Comme on le sait, d'autres intrus de gauche dans des systèmes politiques vacillants, en Grèce ou en Espagne par exemple, ont connu un succès réel, contre toute attente, remplaçant ou érodant sérieusement la position dominante des appareils socialistes vieillissants. Depuis la première élection de Corbyn en septembre 2015 et la réédition contrainte de cette élection interne après le référendum sur le *Brexit*, plusieurs indices semblent conforter cette hypothèse d'une « prime à l'intrus ».

Premièrement, Corbyn semble avoir réussi à réactiver les liens organiques entre le parti travailliste et les syndicats, aujourd'hui certes en déclin mais toujours une force réelle au sein de la société britannique. Une longue période de méfiance réciproque a débuté à la suite de l'« Hiver du mécontentement » – période de grèves en cascade surtout dans le secteur public pendant l'hiver 1978-1979, en fin d'administration travailliste – et de la grève des mineurs de 1984-1985, où Neil Kinnock, alors *leader* du

parti travailliste, a peu fait pour secourir les mineurs en difficulté. Elle s'est poursuivie sous le règne de Blair, qui voyait dans les directions syndicales autant de vestiges de la « vieille gauche » et qui a défendu publiquement le maintien de l'étau juridique anti-syndical¹³ qui avait été mis en place sous Thatcher et qui rendait le recours à la grève (financièrement) périlleux pour les syndicats. Le dialogue entre le parti travailliste et la gauche syndicale a été relancé depuis l'arrivée de Corbyn. C'est d'autant plus vrai que ce dernier a promis de revenir sur la législation antisyndicale de la période Thatcher/Blair et que la renationalisation des chemins de fer, revendication des syndicats de transports, figure en bonne place parmi les nouvelles propositions travaillistes. Ainsi, les dirigeants de syndicats puissants, comme *Unite* et *Unison*, ont été parmi les plus fidèles soutiens de Corbyn et, aux deux élections internes, de 2015 et 2016, Corbyn a remporté la victoire parmi ceux et celles qui étaient membres du parti travailliste par affiliation syndicale.

140

Et c'est le deuxième atout de Corbyn : il est fortement soutenu par la base du parti dans une situation qui a vu l'explosion du nombre d'adhérents après les années moribondes du blairisme finissant. Avec plus de 500 000 adhérents, le *Labour* redevient le parti de masse qu'il a été autrefois et dépasse – de très loin – ses homologues dans l'espace européen. Malgré les tentatives réitérées de disqualifier cet afflux de nouveaux membres et le groupement qu'ils ont créé – *Momentum* – pour soutenir le programme de Corbyn et de les réduire à une simple manifestation d'entrisme « trotskiste » dans les rangs du Labour, il est difficile de nier la réalité de ce fait politique nouveau. Il y a dans les mouvements sociaux nouveaux au Royaume-Uni un regain d'intérêt pour le parti travailliste et, comme avec les syndicats, une nouvelle volonté de dialogue entre les activistes et la direction du parti travailliste. Beaucoup de partis de gauche en Europe rêveraient de se trouver dans une pareille situation.

Corbyn a en fait réussi à faire fructifier ses années d'activisme politique en dehors des structures institutionnelles du travaillisme. Membre de longue date de la *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND), Corbyn a aussi été une figure de proue au sein de la *Stop the War Coalition* initiée pour combattre les menées guerrières

¹³ Voir T. Blair, « New Labour and the Unions », chapitre 13 de *New Britain. My vision of a young country*, Fourth Estate, Londres, 1996, p. 130-137.

des années Blair. Il a également fait partie des mouvements en faveur de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien ainsi que le mouvement en faveur de la réunification de l'Irlande. Son républicanisme a d'ailleurs été instrumentalisé par une partie de la droite britannique pour démontrer le caractère « antibritannique » de ses prises de position. Mais cet activisme aux facettes multiples lui a attiré la sympathie d'une génération « mouvementiste », fortement impliquée dans des actions de rue contre les injustices multiples de la société britannique (la fraude fiscale et l'impunité judiciaire des puissants, par exemple) et moins attirée jusqu'à présent par le militantisme politique traditionnel. Ce sont les personnes de cette mouvance-là qui constituent l'épine dorsale du courant pro-Corbyn au sein du *Labour*.

Et les défis qui l'attendent

Une chose est de mobiliser les activistes en faveur d'un soutien au parti travailliste – même si c'est une condition nécessaire à la renaissance travailliste –, mais c'est autre chose de renouer avec un large soutien populaire. Corbyn fait face aujourd'hui à plusieurs défis pour que son parti puisse espérer retrouver une majorité électorale. Les années Blair et Brown, et la politique néolibérale et guerrière qu'ils ont tous deux menée, ont laissé des traces au sein de l'électorat populaire, qui vers la fin de la période s'est détourné de son soutien traditionnel au parti travailliste pour s'installer dans l'abstention ou dans le soutien à d'autres partis (à commencer par le *United Kingdom Independence Party* – UKIP, qui braconne sur les terres travaillistes du nord de l'Angleterre et, plus récemment, du pays de Galles). Le premier des défis qui attendent Corbyn et son équipe s'articule donc autour de la question européenne et de la décision populaire majoritaire, acquise lors du référendum de juin dernier, d'aller vers une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. C'est devenu la question politique centrale depuis la décision prise par l'ancien Premier ministre conservateur, David Cameron, de la soumettre au référendum (même si dans l'esprit de Cameron ce scrutin devait servir essentiellement à couper l'herbe sous les pieds de ses adversaires europhobes au sein du parti conservateur et à renégocier des conditions d'appartenance européenne plus favorables aux intérêts britanniques), avec le résultat que nous connaissons. La campagne référendaire a pris

Corbyn à contre-pied et il a peiné à formuler une position audible dans le tintamarre xénophobe et raciste créé par les positions conjuguées de la droite conservatrice et de l'UKIP.

À certains égards la campagne référendaire de juin 2016 était le match retour du référendum de 1975 mis en œuvre par le nouveau gouvernement travailliste de l'époque pour décider du maintien ou non du Royaume-Uni au sein de la Communauté européenne, après la renégociation des conditions de l'entrée britannique (de 1973) par l'équipe formée par Harold Wilson. À l'époque, la gauche travailliste avait le vent en poupe et était soutenue par un mouvement syndical qui était lui-même à l'apogée de sa puissance (le taux de syndicalisation dépassait les 50 % au milieu des années soixante-dix). Représentée entre autres par des figures historiques du travaillisme comme Tony Benn et Michael Foot, la gauche travailliste défendait (contre la direction du parti) une « stratégie économique alternative » incompatible avec les règles du marché commun, où la planification et la nationalisation devaient jouer un rôle clé dans la réindustrialisation du pays, ainsi que l'extension des droits syndicaux et sociaux. Les voix dominantes en faveur du retrait du marché commun étaient à l'époque des voix *de gauche*, même si la droite conservatrice, minoritaire derrière Enoch Powell, menait campagne aussi pour le retrait. Ce qui n'a pas empêché une large majorité des votants (67,23 %) d'approuver le maintien du Royaume-Uni au sein de la Communauté européenne. En 2016, par contre, ceux qui soutenaient une « sortie de gauche » (brièvement baptisée « *Lexit* » ou *Left Exit*) peinaient à se faire entendre et il était clair que, majoritairement, la sortie du Royaume-Uni se ferait au nom du « rétablissement des frontières » et du contrôle strict des flux migratoires, quand ce n'était pas tout simplement contre les migrants, c'est-à-dire les thèmes imposés par la droite. La suite, sous Theresa May, a confirmé largement cette hypothèse.

Corbyn, malgré ses fortes réticences envers l'organisation actuelle de l'Union européenne et ses pratiques néolibérales dominantes, a fait campagne sur l'idée qu'une « autre Europe » était possible, celle de la promotion des droits des travailleurs, d'une forte régulation de l'activité économique et bancaire et du renforcement de la protection sociale. Pour le maintien, donc, du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. Il va de soi que, venant dans le sillage de « l'humiliation » infligée au

gouvernement et au peuple grecs, pour reprendre le terme de l'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, une telle position était peu lisible à gauche et encore moins mobilisatrice. C'est d'ailleurs ce que Hilary Benn, membre du cabinet fantôme de Corbyn, lui a reproché lorsque les résultats du référendum ont été annoncés et que Benn a déclenché le mouvement parmi les députés travaillistes en faveur d'un vote de défiance contre Corbyn et d'une nouvelle élection interne du premier dirigeant, qui devait permettre l'éviction de ce dernier. Si cette tentative de putsch interne a une nouvelle fois échoué – Corbyn a en fait renforcé sa majorité parmi les adhérents et sympathisants du parti avec 61,8 % des voix contre 38,2 % pour son rival, Owen Smith –, elle souligne néanmoins l'abîme qui sépare désormais les deux ailes du travaillisme et annonce peut-être à l'avenir une scission comme celle qui a vu la création du parti social-démocrate (SDP) en 1980 par des caciques du parti travailliste en réaction à la montée de la gauche et aux positionnements de la direction travailliste sous l'autorité de Michael Foot.

143

La question écossaise

Comme beaucoup de commentateurs l'ont souligné, le résultat du référendum sur le *Brexit* est venu confirmer les forts clivages politiques pré-existants au sein de l'Union britannique, clivages auxquels Corbyn devrait s'adresser s'il veut reconstruire une majorité politique et électorale dans le pays. Si l'Angleterre et le pays de Galles ont effectivement voté en faveur du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (avec respectivement 53,4 % et 52,5 % de voix favorables au *Brexit* dans ces deux pays) l'Irlande du Nord et l'Écosse ont exprimé la position contraire avec seulement 44,2 % et 38 % des voix favorables au retrait britannique. En Irlande du Nord, la perspective d'un retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne suscite de fortes tensions autour de la question de la frontière (qui sera par la force des choses renforcée) entre le Nord et le Sud de l'île, qui à son tour va impacter sur les délicats équilibres nord-irlandais acquis à la suite des accords du Vendredi saint. En Écosse, la question est autrement plus prégnante, puisque la décision anglaise sur le *Brexit* heurte de front les sensibilités pro-européennes proclamées par une majorité d'Écossais et apporte de l'eau aux moulins nationalistes. La

question d'un nouveau référendum sur l'indépendance écossaise pour acter le divorce entre les deux pays est de nouveau agitée comme une réelle possibilité par la direction du *Scottish National Party* (SNP) et par le Premier ministre écossais, Nicola Sturgeon.

En Écosse, ancien bastion du travaillisme qui, bon an mal an, envoyait dans un passé pas trop lointain une cinquantaine de députés travaillistes à la Chambre des Communes, contribuant ainsi fortement à toute majorité travailliste, la dynamique politique et électorale semble jouer en défaveur de Corbyn. De la même manière que le thatchérisme a mis un terme aux prétentions du parti conservateur en Écosse d'occuper la deuxième voire la première place parmi les formations politiques en le précipitant vers les marges de la vie politique écossaise¹⁴, le parti travailliste a subi un déclin similaire, apparemment irréversible (tout au moins dans le court terme), suite à des années Blair. Si l'on prend les seuls résultats des élections pour le Parlement écossais, le déclin travailliste est rude depuis la création du Parlement d'Édimbourg en 1999 : lors des élections de cette année-là, le parti travailliste a obtenu 38,8 % des voix, confirmant sa position dominante de l'époque et lui permettant de former le premier gouvernement (de coalition) écossais ; 17 ans plus tard, le parti travailliste n'enregistrait plus que 22,6 % des voix. Dans le même temps, le SNP est passé de 28,7 % des voix à 46,5 % dans une progression continue d'élection en élection. Il dirige le gouvernement écossais depuis 2007. Même si une nouvelle défaite, presque inéluctable, des travaillistes en Écosse sera attribuée à Corbyn par ses nombreux ennemis, aucune analyse sérieuse ne vient confirmer un tel reproche : le travaillisme écossais est bel et bien mort du blairisme, dont l'Écossais Gordon Brown a été un des principaux porte-drapeaux, et non pas de la corbynisation. C'est néanmoins Corbyn qui doit tirer les conclusions de cette érosion électorale dans le pays d'un des fondateurs du travaillisme britannique (et une des sources d'inspiration de Corbyn), Keir Hardie. Carsans les

144

¹⁴ Aux élections législatives de 1979, qui ont vu la première victoire de Margaret Thatcher, les Conservateurs ont obtenu 31,4 % des voix et 21 sièges de député en Écosse. Lors des élections de 1997, qui ont mis fin à la période d'administration conservatrice, les conservateurs n'ont obtenu que 17,5 % des voix et *aucun* siège écossais. Ce fut le début d'une longue traversée du désert qui perdure encore aujourd'hui (malgré une remontée aux élections écossaises de 2016).

voix travaillistes écossaises d'antan, il semble difficile que le parti travailliste puisse, seul, construire une majorité dans l'ensemble de l'Union britannique.

Conclusion

Se pose donc la question des alliances nécessaires pour renverser une majorité de droite et d'extrême droite issue du référendum sur le *Brexit*. Le système électoral britannique (majoritaire à un seul tour) a longtemps permis aux deux partis dominants du paysage politique – conservateur et travailliste – d'éviter la question des alliances. Avec une minorité des voix, il était possible, des années quarante jusqu'aux années quatre-vingt-dix, de s'assurer une majorité parlementaire. C'était d'ailleurs la vertu majeure de ce système que lui attribuaient ses défenseurs. Mais ce temps est révolu, en particulier avec l'émergence d'autres partis qui érodent ces majorités anciennement garanties et avec le déclin concomitant en pourcentage moyen des voix des deux anciens géants de la politique britannique. Ainsi, en 2010, les Conservateurs sont revenus au pouvoir dans une coalition, à première vue improbable, avec les Libéraux-démocrates de Nick Clegg. David Cameron n'a pu se débarrasser de cette alliance devenue encombrante qu'en 2015, et cela en donnant un sérieux coup de barre à droite avec la promesse d'un référendum sur le retrait de l'Union européenne tant attendu par une partie de la mouvance conservatrice tentée par le vote en faveur de l'UKIP. Dans les nouveaux parlements nationaux, au pays de Galles et en Écosse, les travaillistes faisaient le même apprentissage des alliances et des coalitions politiques qui en ressortaient. Les travaillistes gallois choisissaient les nationalistes de *Plaid Cymru* comme partenaires privilégiés quand il fallait construire une majorité parlementaire ; en Écosse, se sont les Libéraux-démocrates qui ont accepté de gouverner en coalition avec les travaillistes entre 1999 et 2007.

Même si cela va à l'encontre de ce que l'on pourrait appeler les traditions politiques tribales écossaises, qui ont été marquées par une méfiance voire une détestation réciproque entre travaillistes et nationalistes, il semble difficile d'éviter la question d'une alliance qui comprendrait, sur le plan britannique, non seulement les travaillistes, les nationalistes gallois et les Verts, mais aussi le SNP.

Malgré les apparences d'une hostilité toujours entretenue, le SNP de Nicola Sturgeon et le parti travailliste de Jeremy Corbyn ont des choses en commun : un même rejet de la politique d'austérité menée par le gouvernement de David Cameron en 2010 et aggravée aujourd'hui par celui de Theresa May ; un attachement aux services publics, et en particulier au *National Health Service* actuellement étranglé par un financement largement insuffisant ; une hostilité aux menées guerrières du Royaume-Uni et à leur corollaire en matière de budget de défense. Pour le moment, Corbyn semble avoir repris à son compte l'hostilité ancienne de sa formation envers ceux que les travaillistes appelaient « les conservateurs en habit traditionnel écossais » (*Tartan Tories*), mais sans alliance politique et électorale élargie, la voie du retour au pouvoir s'annonce pour le moins hasardeuse pour la nouvelle équipe de direction du parti travailliste.

Février-mars 2017

Résumé

Cet article analyse les conséquences de l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste britannique. Le caractère inédit de la campagne politico-médiatique contre Corbyn est souligné, en particulier dans la conjugaison d'attaques venant de l'intérieur de l'appareil travailliste et de l'offensive de la quasi-totalité des médias. La dimension transnationale de cette offensive est illustrée par l'exemple français. Ensuite les principaux défis qui attendent la nouvelle équipe de direction travailliste sont présentés, en particulier la question européenne et la gestion du *Brexit* ainsi que la reconquête de l'électorat populaire, en Écosse notamment. Enfin, la question des alliances politiques futures est évoquée : celle-ci étant au cœur de toute stratégie de retour au pouvoir du parti travailliste.